

Une auto-organisation en jachère. Note sur le

<https://www.contretemps.eu>

mouvement

redaction

Syndicaliste dans le secteur de l'éducation, Théo Roumier propose ici une réflexion sur les difficultés – mais aussi la nécessité – de l'auto-organisation dans le mouvement en cours en défense des retraites. Il n'avance pas de recettes miracles mais quelques éléments utiles pour la discussion collective entre celles et ceux qui font vivre la mobilisation.

Depuis le 19 janvier, nous vivons ce qu'on a coutume d'appeler désormais « un grand mouvement social ». Il combine bien sûr plusieurs aspects de ceux qui l'ont précédé depuis 1995 : le blocage des flux économiques ; les grèves dans les transports et les raffineries comme points de ralliement, auxquelles s'est ajoutée celle du secteur des déchets ; la participation de la jeunesse scolarisée (jusqu'aux collégien·nes de Montreuil !)..

Mais l'auto-organisation est cette fois-ci globalement restée en jachère. Non pas qu'elle ait été totalement absente. Il ne serait pas correct de soutenir cette idée, pour les travailleuses et les travailleurs qui se sont quand même réunies, ont débattu, échangé, voté et décidé ensemble de la grève qu'elles et ils menaient. Parfois dans de petites entreprises, de petits services. Et sous des « formats » ne relevant pas nécessairement de l'Assemblée générale consacrée. Ce pouvait être en heure d'information syndicale pour le secteur public, et pas nécessairement le jour dit de la grève, ou bien encore en salle de pause, à la cantine... Même à l'occasion des manifestations, dans les cortèges de boîte, de gare, de service, d'établissement ou d'école où, entre les slogans, on se compte, on discute, on se donne rendez-vous. Cela a existé et il faut en tenir compte, le mettre au compte de ce qu'il y a de positif dans cette lutte.

Malgré tout, la responsabilité des révolutionnaires – à défaut d'avoir la vérité toute prête en poche – est au moins de ne pas se mentir. Et si l'on regarde un peu honnêtement la situation telle que nous la traversons depuis la fin janvier, on voit clairement que ce mouvement repose avant toute chose sur la force des démonstrations de rues. Le calendrier de l'intersyndicale nationale, unie comme jamais, rythmant le mouvement. Mais si la même intersyndicale nationale a pu annoncer avoir rassemblé plus de 3 millions de personnes en manifestation le 23 mars dernier, combien de ces manifestant·es ont pris part à des AG en bonnes et dues formes ? Ce qui remonte des équipes syndicales de l'éducation, du rail, des finances, de l'industrie... le confirme : l'auto-organisation n'était pas au niveau du précédent mouvement de 2019 et a même connu ses plus bas étiages. Sans même parler de « coordination ». Nous sommes loin, très loin, d'une éclosion de soviets.

Dans la jeunesse scolarisée, les blocages de lycées et d'universités – parfois avec des effectifs étroits – ont peut-être trop souvent supplanté les réunions de lycéen·nes et d'étudiant·es dans les foyers et les amphis. L'absence de mouvements auto-organisés dans la jeunesse depuis malheureusement plusieurs années maintenant a d'ailleurs contribué à la déperdition des pratiques assembléistes pour toute une partie de la population qui pouvait avoir eu ces expériences (songeons que les grévistes de 1995 étaient bien souvent les lycéen·nes des années 1970 et que celles et ceux de 2003 étaient pour beaucoup les étudiant·es de 1986).

On ne peut pas non plus écarter l'impact qu'a pu avoir la crise pandémique et ce qu'elle a charrié de « distanciation sociale ». C'est effectivement le premier « grand mouvement social » depuis l'irruption du Covid dans nos vies. On a ainsi vu des heures d'information syndicale se tenir en visio, des participant·es aux cortèges venir sur leur temps de télétravail... il reste à plus et mieux mesurer cet aspect, à le réfléchir de manière plus

approfondie. De même que l'impact de la structuration aux moyens des réseaux sociaux ou encore le choix individuel d'actions directes « à la carte ». Dans des actions étant toutefois le fruit d'une organisation collective menée de main de maître, au service du mouvement. On peut penser aux opérations de péages gratuits, aux soutiens aux piquets de grève des déchetteries, à l'occupation de lieux symboliques comme la pyramide du Louvre, l'Arc de Triomphe ou à l'envahissement du siège de Black Rock.

Avec les grévistes, avec les syndicats

Pour ce que nous maîtrisons mieux, on peut être tenté de dire qu'il y a toutefois eu mobilisation des organisations syndicales et que le syndicat, après tout, c'est déjà une forme d'organisation autonome de classe : ce qui n'est pas faux. Et, là encore, on serait bien mal inspiré·e de négliger la mobilisation des équipes syndicales qui ont multiplié les tournées sur les lieux de travail, diffusé les analyses, expliqué, décrypté la réalité des contre-réformes, contribuant à combattre les mensonges du pouvoir. Mais ces équipes syndicales sont ce qu'elles sont, tributaires de leurs forces comme de leurs faiblesses : le nombre de syndiqué·es aura été un frein objectif aux tâches de mobilisation. Plus de syndiqué·es, plus de sections syndicales... aurait tout simplement entraîné plus de mobilisation.

L'enjeu est là, devant nous : (re)construire des outils syndicaux qui soient le tissu, le maillage de la grève générale de demain.

Oui, les organisations syndicales restent les principales forces capables d'engager des mobilisations de masse dans ce pays. Pour autant, lorsque le 7 mars elles ont appelé très clairement à mettre le pays à l'arrêt, ça n'a pas été le cas. C'est par ailleurs ce qui rend assez inopérantes les explications des courants militants arc-boutés sur des mantras du type « c'est la faute des directions syndicales » pour s'auto-désigner, au passage, comme « directions de rechange ». Ce qui ne résout en rien notre problème.

Une des options, dans une situation d'auto-organisation faible sur les lieux de travail, peut être de vouloir le contourner au moyen des AG interprofessionnelles. Mais ce type de structure n'est forte que s'il y a tout de même des fractions significatives de grévistes en reconductible sur un territoire donné, et si elle a une forme de représentativité. [L'exemple du Comité unitaire d'organisation de la grève à Rouen en 1995](#) est intéressant sur ce point. En 2003 également, les AG interprofessionnelles pouvaient aller dans ce sens. Mais on ne peut pas faire l'impasse sur le premier maillon de la chaîne : étendre et renforcer la grève le plus possible dans le plus de secteurs possibles.

Une autre possibilité encore est celle de tenter de structurer des réseaux intersyndicaux « de base ». C'est ce qu'ont tenté successivement « [On bloque tout](#) » en 2016, le Front social en 2017, et récemment le Réseau pour la grève générale, avec des intentions comme des rapports aux structures syndicales « officielles » pouvant diverger. Il faut regarder clairement et lucidement s'ils permettent réellement d'amplifier et de renforcer l'auto-organisation. La visite de soutien aux grévistes de la raffinerie de Gonfreville organisée le 24 mars par le Réseau pour la grève générale par exemple, à laquelle ont participé l'actrice Adèle Haenel et le rappeur Médine, a certainement fait chaud au cœur des grévistes. Et la propagande pour la grève aura été à cette occasion utile. Ça compte. Mais là encore, l'enjeu de l'auto-organisation et donc de l'ancrage de la grève demeure entier.

Politique de l'assemblée générale

Mais après tout, est-ce si problématique cette faiblesse des AG ? N'a-t-on pas eu plus de dix journées de grève nationale, des manifestations monstres, d'autres « sauvages », un mouvement déjà historique (qui bat toujours son plein à l'heure où ces lignes sont écrites) ? Une macronie fragilisée, à l'os, qui met à nu sa domination et son arbitraire en recourant à la répression la plus crue comme en mobilisant les artifices les plus anti-démocratiques de la constitution de la Ve République ?

Sans nier pour autant l'importance de ce que nous traversons (et qui sera d'autant plus déterminante si la victoire est au bout du combat), on ne peut pas laisser cette question de côté. Car l'enjeu de l'auto-organisation la plus généralisée qui soit est justement de dépasser le cadre des seuls effectifs syndiqués, pour lui permettre de remplir deux rôles – pratique et politique – s'alimentant l'un l'autre.

Pratique, car en permettant d'ancrer la grève au plus près des lieux de travail, et même de vie, comme en les réunissant plus largement, elle permet aux grévistes de décider, et de décider entièrement. « C'est nous qui travaillons, alors c'est nous qui décidons » a-t-on pu entendre scander en manifestation. Ce que permet en effet l'auto-organisation, c'est de « faire classe » plus amplement et plus consciemment. De prendre le pouvoir sur sa mobilisation pour se l'approprier, la partager plus largement, et ainsi lui donner les moyens d'être reconduite et généralisée. De basculer dans le temps et l'espace de la grève, de faire un pas de côté avec l'ordre du *monde comme il va*.

Citons [à ce sujet Ernest Mandel](#) :

« C'est dans l'organisation que se donnent les travailleurs pour mener le combat avec le maximum de chances de succès qu'éclate le plus nettement ce "contre-pouvoir" embryonnaire produit par la grève. »

Et d'ajouter que, pour la ou le gréviste, la participation active à son organisation « commence à lever le poids des différentes "autorités" qui l'écrasent dans la vie quotidienne », de celles qui sont appuyées « par le Capital, les "lois du marché", les machines, les contremaîtres et cent autres "fatalités" ».

C'est parce que cette dimension de contre-pouvoir existe que l'auto-organisation revêt un aspect politique fondamental. L'enjeu en est la construction de la rupture anticapitaliste. Et tout ce qui renforce la passivité et la délégation la fragilise. Les courants politiques acquis aux logiques hégémoniques, même au sein de notre camp, n'ont pas nécessairement cette préoccupation. C'est ce qui rend la question aussi aiguë.

Nous savons que le dédagisme (« Macron, dégage ! »), même s'il est un élément de la mobilisation, ne fait pas un programme, et encore moins une alternative : et puis quoi après ?

À ce stade, un gouvernement de gauche, composé autour de l'axe Nupes, arriverait au pouvoir sur le fil, et la bourgeoisie ne lui laisserait certainement que peu de latitude. Un tel

Une auto-organisation en jachère. Note sur le

<https://www.contretemps.eu>

mouvement

redaction

gouvernement apparaît comme l'alternative immédiate à celui d'une extrême droite clairement en embuscade. Sans hésitation, il serait – là encore immédiatement – un « mieux ». Mais ses contradictions seraient mises à l'épreuve avec rudesse et le péril en serait redoublé. Pour être un éventuel « gouvernement des travailleurs et des travailleuses » – et donc un possible rempart durable –, il ne faudrait pas seulement qu'il en fasse la preuve. Il faudrait que les classes populaires interviennent directement et politiquement en ce sens, avec la perspective affichée d'engager la rupture plus avant. Où l'on retombe sur la nécessité de l'auto-organisation avec l'impératif d'en reconstruire dès maintenant le sens et d'en redonner le goût. En ce qui nous concerne, cela veut dire en préparer les conditions, et assumer d'être des militant·es de l'auto-organisation pour être des militant·es du socialisme.

*

Ici légèrement retouchée, cette contribution a été rédigée initialement pour la livraison d'avril de la revue [L'Anticapitaliste](#).

Illustration : Photothèque Rouge /Martin Noda / Hans Lucas.